

elle a voulu mettre en relief les décisions du sommet de Colombo et du mouvement non aligné en expliquant les motivations, les méthodes et les objectifs de ses membres. Il ressort clairement que le dernier mot n'a pas encore été dit sur l'orientation et l'influence du groupe qu'elle représentait ce jour-là, et ne le sera pas non plus dans un avenir immédiatement prévisible. Les propos de Madame Bandaranaike permettent tout de même d'être optimistes quant à l'avenir du mouvement non aligné lui-même et de ses relations avec les autres pays.

Madame Bandaranaike a décrit la philosophie sous-jacente du groupe comme étant le libre choix, exercé par un grand nombre d'États, de ne pas être mêlé aux politiques d'affrontement inhérentes au système des alliances militaires hostiles, et

comme un refus de participer à la division du monde en camps adverses. Elle a ajouté qu'un mouvement qui offre une solution de rechange valable à la suspicion mutuelle, aux accusations réciproques et à la haine ne devrait inspirer ni crainte ni méfiance et que l'unité d'un tel mouvement ne pourrait que s'affermir dans les années à venir. Enfin, cette dernière phrase de Madame Bandaranaike s'inscrit dans son plaidoyer personnel en faveur du mouvement non aligné et nous permet de conclure sur une note positive: «Nous avons foi en notre potentiel et nous croyons que nous réussirons à instaurer un ordre mondial fait de paix, d'équité et de justice véritables, non pas tant à cause du pouvoir matériel que nous détenons, mais parce que nos propositions sont tout simplement raisonnables». Souhaitons qu'il en soit ainsi.

Coopération et régime dictatorial

par Renaud Bernardin

Il y a quelques années, la question de savoir si on pouvait ou non «coopérer» avec un régime dictatorial ne se serait même pas posée: le personnel étant disponible et les moyens ayant été dégagés, on se serait lancé, sans trop s'interroger, dans l'aventure de la coopération. Lentement on en est venu, ces dernières années, à examiner les objectifs poursuivis, les moyens utilisés pour les réaliser et les agents engagés dans le processus de mise en branle. Si bien qu'aujourd'hui toute personne lucide qui veut partir en «coopération» se pose des questions à divers niveaux, notamment celui de l'efficacité de son action dans ces pays qu'improprement on appelle sous développés, et celui de l'adaptation de son intervention à la culture longtemps méprisée ou rejetée de ces pays.

D'origine haïtienne, Renaud Bernardin est professeur de relations internationales au collège de Lévis; attaché de recherche au Centre québécois de relations internationales, il est l'auteur d'un certain nombre d'articles sur les problèmes du Tiers monde. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

Problématique piégée

Il demeure que, pour l'essentiel, la problématique de base n'a pas changé. La perception des problèmes et de leurs solutions reste marquée par une philosophie individualiste et humanitariste. La tendance à privilégier la charité, la philanthropie et le paternalisme dans les relations de coopération, au détriment de la justice, de la reconnaissance de la différence de l'homme de l'autre culture et des droits qui en découlent, a sans doute, au moins au niveau du discours, reculé. Mais on reste encore en deçà de la reconnaissance et de l'acceptation de l'égalité de droits et de devoirs pour soi et pour l'homme de l'autre culture.

Le changement de problématique n'a pas été poussé jusqu'au bout pour des raisons telles que la relative jeunesse du mouvement d'éveil des Canadiens à la coopération internationale, le manque de présence des ressortissants de pays du «Tiers monde» dans ce mouvement et mille autres du même genre. Mais ces «raisons» ont aussi leur raison: la limitation qu'implique tout raisonnement se situant dans le cadre du libéralisme, même s'il tente de s'en démarquer.